

Une analyse de la compétitivité de l'industrie camerounaise : Le cas du secteur agroalimentaire¹

Par

Jules René Minkoua Nzié
Université de Yaoundé II-Soa, Cameroun



Photo par Treestif/Creative Commons

RÉSUMÉ

La présente recherche a pour objectif d'analyser la compétitivité de l'industrie agroalimentaire au Cameroun. Au niveau sectoriel, l'évolution du commerce des produits alimentaires et de la valeur ajoutée est examinée, tandis qu'au niveau de l'entreprise, un modèle économétrique de la productivité du travail est évalué par type d'entreprise (très petite et petites entreprises – TPPE –, moyennes entreprises

– ME – et grandes entreprises – GE). Les résultats indiquent un avantage comparatif limité se traduisant par la position d'importateur net et une orientation du commerce vers l'interbranche du Cameroun. Par ailleurs, le cadre d'activité (faiblesse relative des débouchés commerciaux, infrastructures de transport, environnement des affaires) et les compétences managériales des promoteurs d'entreprise affectent la productivité.

¹ L'étude a bénéficié du financement de TrustAfrica dans son programme FR-CIEA/2010.

SIEGE SOCIAL

TrustAfrica
Lot 87, Sacré Coeur 3
Pyrotechnie x VDN
BP 45435
Dakar-Fann, Senegal

T +221 33 869 46 86
F +221 33 824 15 67
E info@trustafrica.org
W www.trustafrica.org

Le Fonds de Recherche sur le Climat d' Investissement et l'Environnement des Affaires (CIEA) est une initiative conjointe de TrustAfrica et du CRDI.

INTRODUCTION

Dans la perspective de faire du Cameroun un pays émergent à l'horizon 2035, « le Gouvernement est [...] convaincu que tous [les] défis sectoriels impliquent nécessairement une reconsidération des déterminants de la compétitivité de l'économie camerounaise » (République du Cameroun 2009:47). Le principal défi à relever concerne l'essor du secteur industriel, dont l'industrie de transformation agroalimentaire est une des composantes majeures. Cependant, la contribution de 56 % du secteur agroalimentaire à la production industrielle en 1984-1987 (Aerts et al. 2001) va fortement s'éroder jusqu'à ne plus représenter que 22 % de l'offre du secteur secondaire sur la période 2000-2007.

Ces performances relativement médiocres des entreprises agroalimentaires camerounaises en particulier contrastent mal avec l'existence de conditions agro-écologiques favorables (Minader 2006), censées procurer un avantage comparatif en termes d'approvisionnement en matières premières agricoles. D'où la question de recherche suivante : Qu'est ce qui peut expliquer le niveau de compétitivité des entreprises agroalimentaires au Cameroun ?

Pour y répondre, la présente étude se fixe donc pour objectifs : (i) de caractériser le secteur agroalimentaire camerounais et (ii) d'évaluer les déterminants de la compétitivité des entreprises qui opèrent dans ce secteur.

Les développements qui suivent déclinent successivement les options méthodologiques retenues, les principaux résultats et conclusion, et enfin les recommandations.

MÉTHODOLOGIE

La compétitivité est analysée aussi bien au niveau du secteur que de l'entreprise.

LES OUTILS D'ANALYSE AU NIVEAU DU SECTEUR

Le secteur agroalimentaire au Cameroun est appréhendé relativement aux évolutions respectives du commerce et de la croissance. L'évolution du commerce est analysée à travers les mesures des parts de marché à l'exportation telles que l'indice des exportations nettes (IEN) et l'indice Grubel-Lloyd (GL). L'évolution de la valeur ajoutée est réalisée à travers les taux respectifs de croissance à chaque date, de la croissance globale et de la croissance moyenne sur la période.

L'EXAMEN AU NIVEAU DE L'ENTREPRISE

Pour expliquer la compétitivité au niveau de l'entreprise agroalimentaire, on estime à l'aide d'un modèle économétrique linéaire, les effets de diverses variables indépendantes sur la productivité du travail.

LA SOURCE DES DONNÉES

Les données proviennent des Comptes de la Nation Camerounaise de l'industrie agroalimentaire sur la période allant de 1993 à 2010 (INS), d'une part et, d'autre part, des enquêtes auprès des entreprises formelles de diverses tailles (très petites, petites, moyennes et grandes) du secteur agroalimentaire opérant dans les régions du Centre, Littoral, Nord et Adamaoua.

Ces performances relativement médiocres des entreprises agroalimentaires camerounaises en particulier contrastent mal avec l'existence de conditions agro-écologiques favorables (Minader 2006), censées procurer un avantage comparatif en termes d'approvisionnement en matières premières agricoles.

RÉSULTATS ET CONCLUSION

Des résultats ont été obtenus en se référant à la Nomenclature des Activités du Cameroun (NACAM) (voir Tableau).

TABLEAU : Branches d'activités du secteur agroalimentaire au Cameroun, d'après la NACAM

N°	Branches d'activités agroalimentaires
08	industrie de la viande et du poisson
09	travail des grains et fabrication des produits amylacés
10	industrie du cacao, du café, du thé et du sucre
11	industrie des oléagineux et des aliments pour animaux
12	fabrication de produits à base de céréales
13	industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires
14	industrie des boissons
15	industrie du tabac

Source : INS.

DIAGNOSTIC SUR LE COMMERCE EXTÉRIEUR DES PRODUITS AGROALIMENTAIRES AU CAMEROUN

De manière générale, on peut noter que le Cameroun est importateur net dans le commerce de presque tous les produits agroalimentaires par branche, à l'exception des branches cacao, café, thé et sucre où il se trouve sur une longue période en situation d'exportateur net. Par ailleurs, le commerce est orienté majoritairement vers l'interbranche, confirmant une caractéristique propre à tous les pays en voie de développement.

SITUATION DE LA CROISSANCE PAR BRANCHE DU SECTEUR AGROALIMENTAIRE AU CAMEROUN

L'évolution de la viabilité financière des activités au cours de la période de référence indique que la valeur ajoutée moyenne la plus élevée est générée par la branche « travail des grains », alors que les taux de croissance moyenne et globale sur la période les plus élevés reviennent à la branche « fabrication des produits à base de céréales », qui présente en même temps la valeur ajoutée la plus disparate.

Par ailleurs, on observe que trois grandes périodes concentrent le plus de taux de croissance négatifs de la valeur ajoutée : 1997 à 1998, 2003 à 2005 et 2009. Ces périodes de croissance négative traduisent une vulnérabilité aux fluctuations du marché international des produits intermédiaires et autres intrants, d'une part, et aux contractions de la demande, d'autre part.

DÉTERMINANTS DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL DES ENTREPRISES AGROALIMENTAIRES AU CAMEROUN

On peut distinguer : i) Les impacts négatifs des défaillances infrastructurelles de transport sur les TPPE, auxquelles s'ajoutent des lacunes managériales ainsi que l'insuffisance des débouchés commerciaux concernant les ME et GE. ii) Les impacts positifs, relativement faibles des services consommés pour les TPPE, ainsi que du niveau d'investissement et des dépenses de protection de l'environnement pour les GE. iii) L'opinion sur l'environnement des affaires ambigu avec une influence négative sur la productivité des TPPE, mais positive sur celle des GE.

IMPLICATIONS OU RECOMMANDATIONS

Au niveau sectoriel, il ressort une non-spécialisation de l'économie camerounaise dans l'offre des matières premières agricoles rentrant dans le processus de transformation agroalimentaire. Cette économie devient par

conséquent relativement peu compétitive face aux produits concurrents étrangers et structurellement vulnérable par rapport au marché international. Au niveau de l'entreprise, on peut relever sur la base des résultats économétriques, que la productivité du travail des TPPE est négativement affectée par les dépenses de transport et l'environnement des affaires, mais positivement influencée par les services consommés et les relations entre

les secteurs public et privé. Pour les ME et GE, la faiblesse des débouchés commerciaux, limités principalement aux marchés domestiques, et le niveau de capital humain des promoteurs jouent un rôle négatif sur la productivité des entreprises. Tandis que les rôles positifs de l'investissement et des dépenses de protection de l'environnement se trouvent confirmés pour les GE.

En termes de recommandations politiques pour

accroître l'avantage concurrentiel, l'amélioration de l'environnement de production et de commercialisation, notamment la dynamisation de la production agricole de base, la construction ou l'amélioration des infrastructures de transport et d'offre de service, et le renforcement des capacités des promoteurs d'entreprises se révèlent nécessaires.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Aerts, J.-J., Cogneau, D., Herrera, J., de Monchy, G., Roubaud, F., 2000, *L'Économie Camerounaise : Un espoir évanoui*, Éditions Karthala, 287 p.

Gopinath, M., Roe, T.L., Shane, M.D., 1996. "Competitiveness of U.S. Processing: Benefits from Primary Agriculture", *American Journal of Agricultural Economics*, Vol. 78, n° 4, nov, pp. 1044-1055.

Hatsopoulos, G.N., Krugman, P.R., Summers, L.H., 1988. "U.S. Competitiveness: Beyond the Trade Deficit", *Science*, New Series, Vol. 241, n° 4863 (Jul. 15, 1988), pp. 299-307.

Jacquenin, A., 1987, *A the new industrial organisation the mit press*, Cambridge, Massachusetts.

Ministère de l'Agriculture et du Développement rural (Minader), 2006, *Stratégie de Développement du Secteur Rural (SDSR) : Synthèse du Volet Agriculture et Développement Rural*. Document de Travail, janvier, 60 p.

Porter, M., 1990, *The Competitive Advantage of Nations*, The Free Press, New York.

République du Cameroun, 2009, *Document de Stratégies pour la Croissance et l'Emploi : Cadre de référence de l'action gouvernementale pour la période 2010-2020*, 174 p.